

Assemblée générale d'ATTAC-Québec 2014
Texte sur la conjoncture, présenté par Claude Vaillancourt

Il faut le dire franchement, la dernière année n'a pas été bonne pour nous, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Plus que jamais, nous avons l'impression que les gouvernements n'ont pas retenu les leçons de la crise de 2007-2008. Au Québec et ailleurs dans le monde, les gouvernements vont de l'avant avec les mêmes politiques nocives pour les populations : mesures d'austérité, exploitation sans limite des énergies fossiles, libre-échange et dérèglementation du secteur financier.

Pendant que la qualité de l'environnement se dégrade, que le réchauffement climatique s'accroît, on se lance plus que jamais dans l'exploitation de ressources polluantes : pétrole des sables bitumineux, pétrole et gaz de schiste. Pourtant, on sait que les réserves prouvées de combustibles fossiles sur la planète sont au moins cinq fois supérieures au volume qui, une fois brûlé, ferait dépasser le niveau contrôlable de gaz à effet de serre. Ces nouvelles ressources sont à l'origine d'un véritable mirage économique. Les prix baissent à cause d'une abondance qui ne durera probablement très peu longtemps, en réalité bien artificielle, ce qui encourage à consommer à grande échelle du pétrole relativement bon marché, retarde le grand virage vers un usage plus responsable des ressources et crée une nouvelle bulle financière.

Des pétroliers gigantesques, remplis de pétrole des sables bitumineux, ont été lancés sur le fleuve Saint-Laurent, voie navigable particulièrement dangereuse au cœur d'un écosystème splendide et vital pour nous tous. Et cela tout juste au moment où le lobbyisme intensif du gouvernement canadien en Europe venait de réussir à éliminer une directive sur la qualité du carburant, qui visait à rendre difficile l'exportation de ce pétrole sur ce territoire.

Un lobbyisme tout aussi intensif, de la part de grandes banques européennes cette fois, a réduit à presque rien le projet d'une taxe sur les transactions financières qui devait prendre place dans onze pays d'Europe. Alors que les actions, les obligations et les produits dérivés devaient être taxés, un seul produit financier serait désormais touché¹, qui occupe moins de 3 % des échanges sur les marchés financiers. Ceci réduit de beaucoup les espoirs de ceux qui avaient l'assurance de voir cette taxe implantée aux lendemains de la dernière grande crise.

Le libre-échange connaît une importante avancée. Les négociations de l'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'Union européenne sont désormais terminées. Elles confirment nos appréhensions. Les marchés publics de tous les niveaux de gouvernements ont été ouverts aux Européens. L'accord inclut un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États qui donne un pouvoir énorme aux entreprises. Il provoquera une hausse importante du coût des médicaments. Il affaiblira notre système de gestion de l'offre par l'arrivée massive de fromages européens richement subventionnés. Mais surtout, il est une menace pour notre démocratie, tant par le pouvoir qu'il donnera aux grandes entreprises que par la façon même dont il nous pourrait nous être imposé. Or, d'autres accords tout aussi dommageables sont en cours de négociation, et ce dans le plus grand secret : le Partenariat transpacifique (PTP) et l'Accord sur le commerce des services (ACS).

Signalons toutefois une bonne nouvelle : on a pu observer au cours de cette année une véritable volonté de s'attaquer au problème des paradis fiscaux. L'adoption de l'échange automatique de renseignements par de nombreux pays, dont les États-Unis, est une importante avancée dans la lutte contre le secret bancaire. Les planifications fiscales agressives de plusieurs grandes multinationales ont été dénoncées et même rendues plus difficiles par l'élimination du « double irlandais » qui faisait de l'Irlande l'un des paradis fiscaux les plus utilisés par les entreprises transnationales. Ce n'est certes qu'un début, mais il est tout de même encourageant. Le Canada cependant s'est distingué par son inactivité et par son clair manque de volonté de suivre le courant : l'évasion et l'évitement fiscaux ont encore de beaux jours devant eux dans notre pays.

¹ Les CDS (*credit default swaps*)

Au Québec et au Canada, l'application de politiques d'austérité prive la population de services et de programmes sociaux qui ont pourtant fait leurs preuves et qui demeurent nécessaires pour maintenir une plus grande justice sociale. Les compressions, parfois sauvages, faites ou annoncées par le gouvernement libéral, portent directement atteinte au modèle québécois. Elles transforment le rôle de l'État et renforceront de façon marquée les inégalités sociales. Les mesures d'austérité sont aussi un prétexte idéal pour limiter ou tout simplement couper les subventions des groupes de défense des droits, de protection de l'environnement et de défense des citoyens et des citoyennes, lesquels doivent œuvrer dans des conditions plus difficiles. Les dommages de toutes ces décisions se prolongeront pendant de nombreuses années : même avec la meilleure volonté, il sera coûteux et difficile de tout rebâtir pour un gouvernement qui, éventuellement, voudrait revenir sur ces choix.

Les gouvernements semblent être aveuglés par leur adhésion aux principes du néolibéralisme. Les conservateurs veulent transformer un surplus budgétaire en baisses d'impôt, ce qui réduira les revenus de l'État et deviendra le prétexte pour lancer une nouvelle ronde de compressions. Déjà des compressions se font alors que le pays se militarise de plus en plus et augmente de façon significative ses dépenses militaires. La propagande du gouvernement en faveur de la guerre, combinées aux nouvelles missions guerrières qu'il se donne, rompt avec la tradition d'un pays réputé pacifiste et fait du Canada un valet toujours prêt à défendre les intérêts étasuniens. Sur la scène internationale, les conservateurs demeurent des défenseurs acharnés des idées les plus inacceptables. Leur foi aveugle envers le libre marché et leur mépris de toute forme d'opposition en font des interlocuteurs avec lesquels il est impossible d'amorcer le moindre dialogue.

En ce qui concerne le Québec, nous avons signalé dans notre rapport d'activité une grande inspiration pour le premier ministre Philippe Couillard : le livre *The Fourth Revolution. The Global Race to Reinvent the State* (Penguin Press), écrit par deux des patrons de la revue *The Economist*, John Micklethwait et Adrian Wooldridge. Son objectif est une transformation radicale de l'État, qui vise sa réduction, sa soumission sans réserves à l'économie de marché et aux règles de la nouvelle gestion publique, calquée sur celle des entreprises privées.

Ces diverses avancées des politiques de droite, cette inféodation de nos gouvernements aux uniques intérêts à court et à long terme des grandes entreprises, rend notre travail plus difficile et risque de provoquer un certain découragement. Mais en même temps, on peut se demander combien de temps peuvent tenir de pareilles politiques si peu conformes aux véritables besoins de la population.

Des signaux viennent de partout, indiquant à quel point de pareilles politiques mènent à une véritable impasse. Rarement aura-t-on autant insisté sur le problème des inégalités sociales, même de la part d'institutions qui n'ont jamais tenu ce type de discours, telles le Fonds monétaire international (FMI), le Forum économique de Davos et l'OCDE. Le succès inattendu de l'important ouvrage de Thomas Piketty, *Le capitalisme au XX^e siècle*, est révélateur d'importantes préoccupations à ce sujet. D'autant plus que cet auteur a bien démontré que la croissance des inégalités est exponentielle si on ne fait rien pour régler le problème.

La question énergétique risque quant à elle d'imposer d'importantes contraintes à l'expansion de notre système économique basé sur une consommation illimitée de ressources naturelles, dans un monde limité, comme l'ont signalé à de nombreuses reprises les adeptes de la décroissance. S'annonce aussi la fin d'une ère d'expansion économique qui dure depuis plus de cent ans, basée sur un pétrole peu cher et facile à extraire. Le refus de faire une transition significative vers l'économie d'énergie et vers les énergies renouvelables – et cela particulièrement en Amérique du Nord – causera des dégâts considérables et rendra ce passage obligé encore plus difficile.

Nos gouvernements, dont l'unique projet politique est quasiment devenu de donner aux grandes entreprises tout ce qu'elles demandent, et même de devancer leurs souhaits, doivent sortir de la bulle dans laquelle ils se sont enfermés et quitter le confort d'une idéologie qui les rassure et les empêche de penser. Ils n'y parviendront pas d'eux-mêmes.

Voilà pourquoi l'un des pires dangers qui nous guettent est de nous réfugier dans l'indifférence, le cynisme ou la résignation. D'ici un an ou deux, nous saurons si, oui ou non, nous vivrons dans un monde régi par d'immenses accords commerciaux qui lieront l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Est de l'Asie. Nous saurons si, oui ou non, nous verrons un pétrole hyper polluant circuler dans l'oléoduc d'Enbridge qui sera inversé, et dans un éventuel nouvel oléoduc Énergie Est, selon les souhaits de la compagnie et de nos gouvernements, si celui de Keystone XL aux États-Unis sera construit, selon les vœux des Républicains qui ont triomphé lors des élections de mi-mandat aux États-Unis.

Nous saurons si les libéraux au Québec continueront d'appliquer leurs plans d'austérité ou s'ils auront le courage d'aller chercher des revenus supplémentaires du côté des entreprises et des individus les plus aisés, s'ils renonceront à atteindre à tout prix le déficit zéro, comme l'ont demandé de nombreuses organisations lors de la récente commission sur la fiscalité. Nous saurons si les conservateurs subiront la défaite électorale que nous souhaitons.

Bien des changements nous attendent, pour le meilleur, mais aussi, hélas, pour le pire. Lorsque nous sommes confrontés à des choix aussi significatifs, les pressions de la population deviennent des plus importantes. Les mécanismes de la démocratie représentative ne seront pas suffisants, loin de là, pour appeler aux changements qui sont nécessaires. Nous souhaitons donc une importante mobilisation de la population qui ramène à l'ordre nos élus. Déjà, celle-ci s'organise. Plusieurs manifestations ont eu lieu contre l'austérité, dont celle organisée par la coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Les négociations dans le secteur public s'annoncent mouvementées, par la grande distance qui sépare les demandes syndicales de la volonté du gouvernement de réduire considérablement les dépenses publiques. Le printemps 2012 a montré la force d'une population qui refuse de plier devant des décisions politiques injustes. Souhaitons que le peuple québécois retrouve une énergie semblable.

Dans le domaine de l'environnement aussi, la résistance s'organise. Des batailles antérieures, comme celle contre le projet de centrale thermique au gaz naturel le Suroît, ou celle contre l'exploitation du gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent, nous ont montré qu'il est possible de remporter des victoires significatives. Seule une importante mobilisation empêchera de faire du Québec un périlleux territoire de passage pour le pétrole sale de l'Alberta.

Une petite organisation comme la nôtre ne peut avoir d'autre ambition que d'être un grain de sable dans cette machine qui voudrait nous broyer. Mais de multiples grains de sable pourraient cependant parvenir à l'enrayer. Et une fois cette machine bloquée, peut-être pourrions-nous commencer à bâtir quelque chose. Ainsi nous souhaitons poursuivre cette année encore, du mieux que nous le pouvons, notre travail modeste mais nécessaire.